

# SPD et PS: la fin d'une ère?

---

FABIEN PERRIER ET ANJA RÖCKE\*

Le glas aurait-il sonné pour la social-démocratie française et allemande ? Les derniers résultats électoraux le laissent entendre. Côté allemand, l'échec du Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) aux élections législatives de septembre 2009 a été retentissant. Avec 23 % des suffrages exprimés, le parti a obtenu le plus mauvais résultat de son histoire (perdant 11,2 % par rapport aux élections précédentes au Bundestag) et, à l'Est de l'Allemagne, il se situe même en troisième position, derrière l'Union chrétienne-démocrate (Christlich-Demokratische Union Deutschlands, CDU) et Die Linke (La Gauche). Son chef, Sigmar Gabriel, a même assuré que le SPD se trouvait dans « un état catastrophique ».

Côté français, les sondages d'opinion ne prédisent pas un meilleur avenir au Parti socialiste (PS), dont la crise d'identité est manifeste au moins depuis l'élection présidentielle de 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen s'est imposé au premier tour face à Lionel Jospin, pour arriver à un second tour l'opposant à Jacques Chirac. Selon le *Politoscope Opinionway* pour *Le Figaro/LCI* du 1<sup>er</sup> octobre 2009, si les élections régionales de mars 2010 avaient eu lieu le dimanche suivant, les Français auraient voté à 19 % pour le PS, 16 % pour les Verts-Europe écologie. L'Union pour un mouvement populaire (UMP) serait restée en tête avec 32 % des intentions de vote. Les petits partis se seraient refait une santé : le Front de gauche (Parti communiste français [PCF]/Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon) aurait obtenu 8 %, le Mouvement démocrate (MoDem), 7 % et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot, 5 % des suffrages. Si ces éléments sont à manier avec précaution, ils présentent un intérêt : les socialistes français peuvent se faire des cheveux blancs.

Des deux côtés du Rhin, la gauche modérée avait reçu un premier sérieux coup de semonce en juin 2009, lors des élections

---

\* Fabien Perrier est journaliste à *L'Humanité Dimanche*, rubrique monde.

Anja Röcke, docteure en sciences sociales, est assistante de recherche à l'Université Humboldt de Berlin.

pour le Parlement européen. Avec 16,48 % des suffrages exprimés, le PS essuyait un revers historique – il avait obtenu 28,9 % en 2004. Le SPD amortissait sa chute, passant de 21,5 % à 20,8 % des voix. À l'échelle européenne, les évolutions ne sont guère plus glorieuses. La quasi-totalité des 27 États membres de l'Union européenne (UE) se situe à droite de l'échiquier politique. Le Parti socialiste européen (PSE) a même dû changer de nom de groupe (« Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen »).

De prime abord, le déclin des sociaux-démocrates allemands et des socialistes français a donc toutes les apparences d'une mort lente. Alors qu'en Allemagne, une majorité de la population associe le SPD avant tout aux lois « Hartz IV » et à la « retraite à 67 ans », les citoyens français ont bien du mal à faire le lien entre le PS et le contenu précis qu'il défend, et ce d'autant plus que le parti est profondément déchiré par des querelles intestines. Serions-nous donc à la fin d'une ère politique ?

Les raisons de l'évolution dessinée auparavant semblent sauter aux yeux, des deux côtés du Rhin : tout d'abord la perte de confiance dans la gauche modérée de la part des « petites gens » des petits employés et des travailleurs. Alors que les déçus du SPD ont massivement rejoint les rangs du nouveau parti à sa gauche, Die Linke, (et des abstentionnistes), le PS a lui aussi perdu beaucoup de voix au profit des petits partis « radicaux » de gauche et des Verts (comme de l'abstentionnisme). Le PS et le SPD doivent faire face à une nouvelle concurrence. En rupture avec les évolutions identitaires de ces deux partis, des personnalités reconnues sur leur scène nationale respective ont décidé de quitter leur port d'attache initial. Oskar Lafontaine a fondé l'Alternative électorale Travail et justice sociale (Wahlalternative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit, WASG) en 2005 (qui devint ensuite Die Linke) et Jean-Luc Mélenchon a créé le Parti de gauche en novembre 2008. La gauche de la social-démocratie se voit donc « renforcée ».

Ensuite, les deux partis souffrent d'une profonde crise d'identité qui touche cependant la plupart des partis de gauche implantés dans les démocraties occidentales depuis la chute du rideau de fer. Le SPD a effectué, sous Gerhard Schröder, avec son Agenda 2010, un virage néolibéral et, au regard des critiques massives qui ont trait à cette option, se voit aujourd'hui dans la délicate situation de devoir définir un nouveau programme politique qui trouve sa place entre les Verts et Die Linke. Lionel Jospin a, au moins pour partie, défendu une politique « de gauche » sur les questions sociales ou du travail (emplois jeunes, 35 heures ou encore couverture médicale universelle [CMU]).

En revanche, Lionel Jospin et Gerhard Schröder se sont retrouvés pour négocier des privatisations à l'échelle européenne, comme le révèle la signature des conclusions du Conseil européen de Lisbonne, en mars 2000. Sous couvert de faire de l'Union

européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale », il est demandé à la Commission, au Conseil et aux États membres « d'accélérer la libéralisation dans des secteurs tels que le gaz, l'électricité, les services postaux et les transports ». Par là même, ils avaient entériné le modèle libéral comme modèle européen. Tous les élus présents engageaient dans cette voie leur parti dont ceux de la « gauche modérée ». L'orientation économique libérale est-elle compatible avec une politique d'une gauche « modérée » ? Telle est finalement la question majeure sous-entendue dès lors, qui a atteint un paroxysme lors des dernières élections.

Au contraire de la France, où le PS a échoué face à la domination de la droite unie sous une même bannière et dans un discours sécuritaire, en Allemagne, le SPD a été affaibli par l'opposition frontale de Die Linke et ses critiques radicales envers l'Agenda 2010. Alors qu'en France, les alliances entre le PS et le Front de gauche semblent actées par la majorité des électeurs des deux tendances – à condition que le MoDem n'en fasse pas partie –, les adhérents comme les électeurs du SPD se divisent sur la question des alliances. Le débat entre Kurt Beck et Andrea Ypsilanti, en Hesse, a d'ailleurs mis au grand jour les dissensions intrapartisanes. Ainsi, en refusant toute alliance avec Die Linke, le SPD se condamne soit à des alliances avec la CDU, parti classé à droite sur l'échelle politique, soit à renoncer à l'exercice du pouvoir pour s'asseoir sur les bancs de l'opposition.

Depuis son arrivée au pouvoir, le président de la République Nicolas Sarkozy, qui avait fait campagne sur le thème très libéral du « travailler plus pour gagner plus », a déployé une stratégie reposant sur deux piliers : l'ouverture de son gouvernement à des personnalités issues des rangs du Parti socialiste (Bernard Kouchner ou Éric Besson par exemple) et, la crise aidant la légitimation des retournements discursifs, l'adoption de thèmes « de gauche », notamment en matière économique (relance de type keynésien par exemple). Toutefois, baisses d'impôts, ventes de biens de l'État, ouverture du capital des entreprises publiques constituent les pratiques réelles. Ayant souscrit aux orientations de Lisbonne, les sociaux-démocrates semblent aujourd'hui peiner à apporter une réponse politique et de porter une alternative aux politiques gouvernementales. Ainsi, ils deviennent inaudibles dans leur rôle d'opposition. Le président et ses ministres l'ont d'ailleurs bien compris qui rappellent le nombre d'ouvertures du capital entamées du temps de Lionel Jospin ou encore la signature par les socialistes français, avec les sociaux-démocrates allemands, du processus de Lisbonne. Ainsi, le président français peut donner parfois l'impression de mener une politique « de gauche ».

Le manque d'opposition de la part du PS et du SPD trouve aussi sa source dans un autre phénomène. À l'heure d'une

personnification indéniable de la politique, qui vire parfois à la « peopolisation », aucune figure charismatique n'émerge. Il n'existe, au sein de la gauche française et allemande, aucune personnalité qui suscite autant de sympathie qu'une Angela Merkel ou qui dégage autant de charisme politique qu'un Nicolas Sarkozy. C'est une des raisons pour lesquelles, à gauche, la lutte pour les postes semble régulièrement prendre le pas sur la lutte pour les idées.

Vingt ans après la chute du mur, le PS et le SPD auraient-ils renoncé à leurs options de gauche ? Sont-ils, d'ailleurs, encore « de gauche » ou les problématiques de cette gauche ont-elles changé ? Les valeurs constitutives sont en tout cas conditionnées par la politique économique européenne et internationale, comme le montrent les expériences gouvernementales du PS et du SPD ; y compris dans la crise économique, qui aurait pu être l'occasion de se profiler et de renouveler la grammaire politique, ces deux partis ont été inaudibles. Il faut dire que les coalitions rouge-noire en Allemagne, l'ouverture à des ministres « socialistes » en France ont renforcé le brouillage des cartes. Même si, en Allemagne, les choses semblent avoir plus bougé dans le paysage politique (installation durable de Die Linke à l'échelle nationale, renforcement de la position des Verts [Die Grünen] au centre de l'échiquier comme semble le confirmer leur coalition avec le FDP et la CDU en Sarre), la classe politique est confrontée, dans les deux pays, à une crise de légitimité profonde. Conclusion : la croyance en la politique diminue de part et d'autre du Rhin. Désaffection des partis politiques, électeurs volatiles, hausse de l'abstention caractérisent le paysage politique dans les deux pays. Une des questions centrales qui se posent donc au PS comme au SPD, outre les interrogations sur la lutte pour le pouvoir et l'identité partisane est la suivante : comment atteindre ceux qui ne croient plus en la politique ?

En France comme en Allemagne, la « gauche modérée » se trouve donc face à un devoir : celui de réunir une coalition de l'opposition à l'union gouvernementale, conservatrice, et de s'intéresser avec vigueur aux jeunes et aux abstentionnistes. Cette tâche s'impose de façon accrue au SPD s'il veut retrouver son statut de « parti populaire » (*Volkspartei*). Sans dialogue avec la base et sans essayer d'atteindre ceux qui se sont éloignés de la politique, le futur du PS et du SPD paraît bien sombre. La lutte pour l'alternance politique ne constitue en rien une solution aux défis importants qui se posent aujourd'hui aux partis sociaux-démocrates et à la gauche dans son ensemble. Nous sommes ainsi fondamentalement convaincus, et ce plus encore en période de crise, que c'est en rejoignant sa gauche, en apportant des réponses satisfaisantes aux aspirations populaires, en matière économique, sociale, d'emploi, de formation, que la social-démocratie renaîtra de ses cendres. Au lieu de se borner, au mieux, à incarner la « défense sociale », elle doit concevoir un véritable projet social et politique. Ce projet politique doit embrasser aussi bien les thèmes du rôle de l'État social, des chances de tout un chacun, pour l'avenir, en matière sociale et

d'évolution dans la société, ainsi que le défi climatique mondial. La crise économique et les résultats de la conférence sur le climat de Copenhague représenteront-ils un moteur d'innovation pour la gauche modérée en France et en Allemagne – et par là même, marqueront-ils une nouvelle ère politique ?